

LE PLUS GRAVE SCANDALE FINANCIER DES TEMPS MODERNES**7. COMMENT LES LOIS EUROPÉENNES ET BRITANNIQUES SUR LES VALEURS MOBILIÈRES****ONT ÉTÉ ENFREINTES**

Pendant longtemps, les fautes professionnelles graves et les fraudes criminelles commises par les banques appartenant aux contribuables, le groupe bancaire Lloyds et Royal Bank of Scotland (RBS), ont été cachées au public au moment même où la vente des actions publiques de ces banques était élaborée ou avait commencé.

Cela a contribué à une possible fraude sur les titres, par inadvertance ou non, par le refus d'enquêter sur la fraude criminelle présumée de Lloyds et de la RBS, pendant une période où le gouvernement vendait simultanément les participations du contribuable de Lloyds et une partie de celles de la RBS.

En tant que directeur général de la FCA, Andrew Bailey a contribué à dissimuler une fraude grave commise par les deux banques appartenant aux contribuables et a ainsi pu contribuer à faciliter la malversation sur les titres par le biais de multiples ventes d'actions de Lloyds et de la RBS à des investisseurs institutionnels, qui n'étaient pas au courant des graves méfaits et de la fraude qui s'étaient produits de manière incontrôlée au sein de ces banques.

L'émission de droits de Lloyds (2009)

- En raison de la dissimulation du trou de 40 milliards de livres sterling dans son portefeuille de prêts aux grandes entreprises, Halifax Bank of Scotland (HBoS) a procédé à deux levées de fonds en juin et décembre 2008, qui étaient basées sur des informations sciemment faussées. Après le rachat de HBoS par le groupe bancaire Lloyds en janvier 2009, Lloyds a procédé à un placement en juin, puis à la plus importante émission de droits au Royaume-Uni en novembre, qui a permis de lever 13,5 milliards de livres sterling avec une décote de près de 40 % par rapport au cours de l'action. L'ampleur du financement d'urgence de HBoS n'a jamais été révélée, le chancelier Alistair Darling assurant la couverture en déclarant que « c'était au conseil d'administration de la Lloyds de décider ce qu'il fallait divulguer. Les administrateurs avaient obligation de divulguer (...) ce dont ils avaient besoin dans la notice".
- Le Commissaire de police et Commissaire au crime de la Vallée de la Tamise, M. Anthony Stansfeld, a déclaré que « les directeurs de la banque (Lloyds) devaient savoir très clairement dès février 2008 qu'une fraude massive avait eu lieu [chez HBoS Reading] ». Le Premier ministre Gordon Brown a été informé de la fraude de HBoS Reading le 6 octobre 2008 dans une lettre, qu'il a reconnue. Le président de Lloyds, Sir Victor Blank, a également reçu une notification de M. Andrew Reade le 13 octobre 2008, mais a ensuite affirmé devant le tribunal qu'il ne l'avait pas vue. La

véracité de la déclaration du président est contestée par un résumé de la banque Lloyds daté de janvier 2009 d'un rapport majeur préparé en 2007 par l'équipe d'enquête de HBOS sur la prévention de la criminalité financière des entreprises, qui citait un « manque de preuves » qu'il y avait eu des actes répréhensibles chez HBOS Reading¹. Ce rapport a été remis par Lloyds à la Financial Services Authority (FSA) en juin 2009. Depuis lors, la banque Lloyds et ses cadres supérieurs ont continué à mentir sur la date à laquelle ils ont eu connaissance de la fraude massive. Ils l'ont fait, parce que si elle avait été correctement divulguée, le rachat de la Lloyds n'aurait pas eu lieu, puisque HBOS était déjà en situation de liquidation et que sa responsabilité en matière d'indemnisation aurait été proportionnellement plus importante.

- Toutefois, l'émission des droits de la Lloyds a pu avoir lieu, malgré l'absence de divulgation de l'une ou l'autre de ces questions impliquant des actes répréhensibles graves, le régulateur, l'Autorité des services financiers (FSA) et le gouvernement ayant fermé les yeux.
- Ces événements constituent un précédent pour des actes répréhensibles ultérieurs concernant les actions de Lloyds détenues par le contribuable :

Vente d'actions détenues par le contribuable (2013-2017) ²

- Le chancelier Osborne et, dans une moindre mesure, son successeur Philip Hammond, ainsi que les secrétaires permanents au Trésor de Sa Majesté, ont commis des fraudes en matière de valeurs mobilières, par inadvertance ou autrement. Ils l'ont fait à la fois en supprimant activement, et en orchestrant un régime qui supprimait activement les mauvaises nouvelles concernant les banques appartenant aux contribuables, tout en vendant simultanément des actions publiques de ces banques à des investisseurs institutionnels.
- En vertu des articles 85 / 87 du FSMA 2000, les investisseurs doivent recevoir des informations suffisantes et appropriées pour leur permettre de prendre des décisions éclairées quant à leurs investissements et aucune fausse déclaration ou dissimulation de faits ou circonstances importants n'est autorisée. ³ En choisissant les méthodes accélérées et de la trancheuse à fromage pour la vente des actions Lloyds du contribuable, le gouvernement a contourné les exigences de divulgation d'une notice complète.

¹ <https://www.ft.com/content/345e4b44-5fd1-11e7-91a7-502f7ee26895>

² Vol d'avoirs de la Lloyds, annexe 7 : Vente d'actions de la Lloyds - les investisseurs ont des raisons de se sentir particulièrement lésés Vol d'avoirs de la Lloyds, annexe 7 : Vente d'actions de la Lloyds - les investisseurs ont des raisons de se sentir particulièrement lésés

³ <http://www.alastairhudson.com/companylaw/Company%20Law%20-%20Securities%20Law%20Text.pdf> – Professeur Alastair Hudson - Introduction à la législation britannique sur les valeurs mobilières, chapitre quatre - prospectus.

- Entre-temps, toutes les enquêtes sur les fautes criminelles impliquant HBOs Reading, Lloyds Recoveries Bristol ⁴ et le prêteur secondaire étroitement associé à Lloyds, Acorn Finance Royaume-Uni ⁵ ont fait l'objet d'une obstruction ou d'un refus.
- La publication de l'étude au titre de l'article 166 concernant l'unité de recouvrement de la Royal Bank of Scotland, le Global Restructuring Group (GRG), qui a également mis en difficulté les petites entreprises et a cherché à en tirer des bénéfices, a été reportée à plusieurs reprises, tandis que la vente de la première tranche d'actions de la RBS se poursuivait. La CFA a refusé à huit reprises de publier le rapport de l'article 166 sur les malversations systémiques du GRG, Andrew Bailey ayant refusé la demande de la commission spéciale du Trésor de publier ce rapport en septembre 2017. Toutefois, la vente d'une autre participation de 8 % dans RBS, qui était détenue par le contribuable, a eu lieu en juin de l'année suivante.

⁴ <https://www.bbc.co.uk/news/uk-england-bristol-45718520>

⁵ David Green, directeur du SFO - lettre au Député Bill Wiggin, 20 septembre 2016.